



Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1. Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[10 230 185]

Commentaires

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national ou fédéral	230 262 310 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence

[46 117]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[40 706]

NA

Commentaires

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[10.2]

Autorisation de décimales : 5

NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :

Sources : Statistics Sweden and the Riksbank.

1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à

la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	693 812 627 [] NA [] NAP	690 378 611 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	[X] NA [] NAP	499 202 555 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation	[X] NA [] NAP	15 892 937 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	[X] NA [] NAP	19 412 004 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	[X] NA [] NAP	89 957 479 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	[X] NA [] NAP	1 098 732 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	[X] NA [] NAP	64 814 904 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Due to differences in nomenclature within different audit systems there is an inherent problem in comparing numbers. As a result, the figures presented in question 6 should be used with prudence. Annual implemented budget allocated to training excludes expenses for food and lodging, these expenses are included in "Other".

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	() Oui (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe , veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- Applicants must pay an application fee for applications in civil cases. The fee is paid to the District Court ("tingsrätt") when the application is submitted. The application fee is currently SEK 900 (in cases where the value of the claim does not exceed half of the base amount prescribed in the National Insurance Act). For other civil cases (i.e. where the value of the claim exceeds half of the base amount according to the National Insurance Act) the application fee is currently SEK 2 800. If the application fee is not paid, the court sends the applicant an order to fulfil the payment obligation. If the payment is not made despite this, the application will be rejected. Consequently the case will only begin once the District Court has received a separate application and payment.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[274]

[] NA

[] NAP

Commentaires

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[11 357 962]

[] NA

[] NAP

Commentaires

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	358 275 646 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
--	--	--	--

Commentaires

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	364 053 128 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	149 975 424 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	147 464 139 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre ministère	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Parlement	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Cour Suprême	() Oui (X) Non [] NAP			
Conseil Supérieur de la Magistrature	() Oui () Non [X] NAP			
Tribunaux	() Oui (X) Non [] NAP			
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non [] NAP			
Autre	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser :

014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Président du tribunal	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Directeur administratif du tribunal	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Greffier en chef	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : Swedish National Courts Administration (question 6-9, 14-1).

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	4 733 494 629 [] NA [] NAP	4 676 681 615 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Tribunaux (voir question 6 ou 7)	(X)	()	()
Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)	(X)	()	()
Ministère public (voir question 13 ou 7)	(X)	()	()

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Systeme pénitentiaire	(X)	()	()
Service de probation	(X)	()	()
Conseil supérieur de la magistrature	()	()	(X)
Cour constitutionnelle	()	()	(X)
Service de gestion du système judiciaire	(X)	()	()
Service de l'avocat d'Etat	()	()	(X)
Service de l'exécution	()	(X)	()
Notariat	()	()	(X)
Service d'expertise légale	(X)	()	()
Protection judiciaire de la jeunesse	(X)	()	()
Fonctionnement du ministère de la Justice	()	(X)	()
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	()	(X)	()

Service d'immigration	()	(X)	()
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	()	(X)	()
Autres	(X)	()	()

Si « autres », veuillez préciser : The category "other" encompasses namely the Swedish Police; the Swedish Security Service; the Swedish Economic Crime Authority; the Swedish National Council for Crime Prevention; the Swedish Gene Technology Advisory Board; the Crime Victim Compensation and Support Authority; the Swedish Commission on Security and Integrity Protection; Economic compensation for damages suffered due to crime; Economic costs for certain claim settlements; Economic contributions to local crime prevention; the Judges Proposals Board; EU funding for EU internal security efforts.

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : The Central Annual Government Report 2018

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1. Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?

- If a person does not have insurance that covers the cost of her/his dispute, s/he could be entitled to legal aid. First, s/he must check with her/his insurance company to see if her/his insurance covers the dispute. In criminal cases, a person cannot receive this type of legal aid. In that case, defence counsel or counsel for an injured party can be appointed to represent one.

Applying for legal aid: One apply for legal aid together with the lawyer/legal practitioner one wish to represent her/him. Before a person can apply for legal aid, the lawyer/legal practitioner must provide a minimum of one hour and a maximum of two hours' consultation on payment of a set fee. During the consultation the lawyer/legal practitioner familiarises himself/herself with the dispute in order to provide advice and make a legal assessment of ones need for legal aid. In many cases, consultation could be sufficient. If a person decides to proceed, s/he completes the legal aid application form together.

The cost of consultation is a set fee of SEK 1,552 per hour (2013). The fee can be reduced to half if a person's income is less than

SEK 75,000 per year. For those who are under 18 and have no income or wealth, consultation is free.

Legal aid includes:

- Part of the cost for the lawyer/legal practitioner for up to 100 hours (in the case of persons under the age of 18 who have no income or wealth, the whole cost could be covered). Legal aid can be increased if there are special reasons.
- The cost of evidence in a general court, the Market Court and the Labour Court.
- Investigation costs up to SEK 10,000 (excluding VAT).
- Costs for interpreting and translation.
- The court application fee (if one is receiving legal aid at the time of the application).
- Copies of documents from authorities, documents that have been served etc.
- The cost of a mediator.

When a legal aid matter has been concluded, the Legal Aid Authority must decide on the division of the legal aid costs. This means that one and her/his legal representative each receive a letter stating how much the matter has cost and how much one must pay to the representative.

Payment: When one has received an invoice, one has a month to pay. If one do not pay during this period, one will receive a reminder. One can contact the Legal Aid Authority if one has difficulty paying the whole amount at once. In such case, the Legal Aid Authority can sometimes help with a payment plan. If one does not follow the payment plan, the whole amount falls due for payment immediately and the Swedish Enforcement Authority will collect the amount owing.

017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière autre que pénale	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant :

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Victimes	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires If you are the suspect of a crime, you have the right to a public defence counsel. A public defence counsel must always be a lawyer, and you have the right to choose whichever lawyer you want. Public funding covers the costs for your counsel.

If you are the victim of a crime, you have the right to what is called a "counsel for an injured party". You are free to choose whichever lawyer you want, and public funding covers the costs for your counsel.

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout

commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The size of the legal aid fee is based on a person's financial base and the total costs for her/his legal representative. The legal aid fee is a percentage of the total cost for her/his legal representative.

Several factors affect the financial base although in simple terms it comes down to a person's assets/wealth minus debts and support obligations. If one has assets/wealth in addition to her/his income, this could affect whether or not one is granted legal aid. It is the taxable value of the assets that is used as a basis. One is allowed to make a deduction of SEK 15,000 (1 469 Euro) per year for each child under the age of 18 for whom one has an obligation to support although this is subject to a maximum of SEK 75,000 (7 344 Euro) per year. The financial base must not be more than SEK 260,000 (25 456 Euro) per year for one to be granted legal aid.

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	4 896 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	4 896 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	25 456 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	25 456 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire : You must be in need of legal assistance and it must be reasonable that the state contributes to your costs in the dispute. This assessment is made by the Legal Aid Authority or the court (if the matter is already before the court).

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

() le tribunal

() une instance extérieure au tribunal

(X) une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires The decision is made by the Legal Aid Authority or the court if the matter is already before the court.

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaires

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :

Sources : Legal Aid and Rates brochur

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1. Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui	Adresse(s) internet :
aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	()	(X) http://www.riksdagen.se/sv/dokument-lagar/
à la jurisprudence des hautes juridictions	()	(X) https://lagrummet.se/
à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne)	()	(X) http://www.domstol.se/Ladda-ner--bestall/Blanketter/

Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » : Other documents include following application forms: small claims, civil lawsuit, legal aid, divorce, bankruptcy.

<http://www.riksdagen.se/sv/dokument-lagar/> (legal texts)

<https://lagrummet.se/> (case-law)

<http://www.domstol.se/Ladda-ner--bestall/Blanketter/> (other documents)

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

() Oui, toujours

() Non

(X) Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The Swedish Crime Victim Compensation and Support Authority (Brottsoffermyndigheten) is subordinate to the Ministry of Justice and led by a Director-General appointed by the Government. Its overall aim is to look after the rights of all crime victims and to draw public attention to their needs and interests. Website: www.brottsoffermyndigheten.se
After reporting of a crime to the police, the police and the prosecutor are responsible to give victims information on their rights during the preliminary investigation. They shall also inform about the possibilities to receive damages and criminal injuries compensation. The Crime Victim Compensation and Support Authority offers information to victims on their rights throughout the whole legal process. For certain crimes, the victim is entitled to personal legal support, a counsel for the injured party. The counsel assists the victim during the preliminary investigation and during the court proceedings. The counsel for the injured party is free of charge and is funded by the state.

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle/viol	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Victimes du terrorisme	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Mineurs (témoins ou victimes)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Victimes de violence domestique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Minorités ethniques	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Personnes handicapées	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Délinquants mineurs	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser : Victims of human trafficking, forced marriage, sexual mutilation.

031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) : Minors over 15 years of age can be defendants in criminal proceedings. The main rule is that a public defence counsel shall be appointed. In a civil and an administrative procedure, a minor is represented by its guardian or a legal representative. In cases concerning compulsory care of minors, a minor over

15 years of age has the right to represent him-/herself. In a civil case concerning a minors income from his/her own work a minor over 16 years of age can represent him-/herself.

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

(X) Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions :The criminal injuries compensation is not limited to any specific type of criminal offences. For example for crimes against life and health, liberty and peace, sexual crimes, robbery and for gross defamation. There is a limited possibility to receive compensation for theft and fraud.

() Non

Commentaires

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

() Oui

(X) Non

Commentaires In order to receive a compensation it is necessary for the criminal offence to be reported to the police. The victim/s of the offence/s must also have tried to get a compensation from the insurance company. In principle, however, if the suspect has been identified, a conviction or a summary imposition of a fine is required.

033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :

[X] d'un dispositif avec des fonds publics

[X] des dommages et intérêts à payer par la personne responsable

[] d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires A compensation from the public fund can be received only if the person responsible cannot him- or herself pay damages and interests.

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable : There are no comprehensive or complete studies on this subject.

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In cases where there is no counsel for the injured party appointed, the prosecutor shall help the victim to claim for damages during the court proceedings. The prosecutor can impose a visiting ban in cases of threats and harassment against a victim.

The police is responsible to assess what kind of protection a victim needs and inform about measures available to increase security.

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une

décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)

Oui

Non

NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser :

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	1 947 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 713 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 878 730 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée excessive de la procédure	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 780 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Non-exécution des décisions de justice	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Arrestation injustifiée	1 939 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 705 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 300 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Condamnation injustifiée	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 576 950 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : When it comes to cases concerning excessive length of proceedings (and non-execution of court decisions) the case management system applied by The Office of the Chancellor of Justice does not allow to clearly identify these two type of cases mentioned above. Only in three cases that were registered in 2018 the claim clearly concerned excessive length of proceedings. In regard to cases concerning wrongful arrest the total amount of EUR 7 300 000 includes accrued interest and costs for legal assistance. (The compensation payments alone amounted to EUR 6 040 000).

Other: NAP

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
1. Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
3. Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
4. Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
5. Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
7. Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : The satisfaction surveys mentioned above are being carried out at a court level. Therefore there are neither English translation nor reference links available. The content of the court surveys conducted during 2016-2018 was customer service of the court (e.g. reception at the court, information on proceedings, politeness and proficiency of court staff), the conduct of the hearing (e.g. respectful treatment of the parties during hearing), the judgment/decision of the court (e.g. comprehensibility, foreseeability, and fairness of the decision). The surveys covered also issues concerning the general level of trust in the justice system (e.g. whether the respondent believes that the system is generally impartial). The Swedish National Courts Administration has not conducted any nationwide survey between 2016 and 2018. Concerning the category "Other not mentioned" the Swedish National Courts Administration conducts every third year the so called "media survey". The purpose of this survey is to establish the journalists' opinion and experience of their contacts with the Swedish courts. This survey is conducted as a telephone interview survey and involves around 150 journalists from all over the country. The journalists are asked for example to share their opinions about interviews that they have done with the representatives for the judiciary/courts as well as their trust in the judiciary. The survey contains both quantitative and open questions.

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Instance supérieure	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Conseil supérieur de la magistrature	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
Tribunal concerné	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Instance supérieure	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Ministère de la Justice	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1. Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

Nombre de tribunaux



42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	48 [] NA [] NAP
42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	31 [] NA [] NAP
42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	74 [] NA [] NAP

Commentaires In 2018 evaluation cycle, the answer has been adjusted to comply with the CEPEJ definitions. District courts are the courts of first instance among the general courts and deal with criminal and civil cases and various kinds of other matters. In addition to civil and criminal cases, district courts also take decisions on such matters as adoption, administrators, bankruptcy and special representatives. There are 48 district courts across the country. They vary in size, from about ten to several hundred employees.

043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

	Nombre de tribunaux
Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	31 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	[] NA [X] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	1 [] NA [] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP
Tribunaux administratifs	12 [] NA [] NAP

Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux militaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance	18 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions : In 2018 evaluation cycle, the answer has been adjusted to comply with the CEPEJ definitions. General administrative courts are the courts of first instance among the general courts and deal with cases involving disputes between the community and individuals. These courts settle many different types of cases (around 500 different types of cases). Common types of cases are tax cases, social insurance cases, cases under the Social Services Act and cases concerning compulsory care. There are twelve administrative courts. The Patent and Market Court deals, among other things, with disputes under the Competition Act and the Marketing Practices Act. There is one first-instance Patent and Market Court. Land and Environment courts process cases such as permits for water operations and environmentally hazardous operations, issues of health protection, nature conservation, refuse collection, polluted areas and hazardous waste, environmentally-related damages and compensation issues, issues of building, demolition and land permits under the Planning and Building Act, site leaseholds, appeals in planning matters, land parcelling, utility easements and expropriation. There are five Land and Environment Courts, which are specialized courts at the District Courts in Nacka, Vänersborg, Växjö, Umeå and Östersund. Migration courts review decisions made by the Swedish Migration Board on matters concerning aliens and citizenship. There are four Migration Courts, they are specialized courts which are part of the Administrative Courts in Malmö, Göteborg, Stockholm and Luleå.

Maritime courts deal with cases under the Swedish Maritime Code (1994:1009). There are seven maritime courts, which are part of the District Courts in Luleå, Sundsvall, Stockholm, Kalmar, Malmö, Gothenburg and Karlstad. Sweden also has special courts, which are not considered to be part of the general and administrative courts' system. These two courts are completely separated from the general and administrative courts and their organization, which means that they have a more far-reaching separation from the general and administrative courts. Those are: The Labour Court (deals with labour disputes. Labour disputes are disputes in the frame of employers and employees' relationships. The Labour Court is normally the first and only instance competent in labour disputes. Nevertheless, some labour disputes are heard first in a district court, after which an appeal may be lodged with the Labour Court as the court of second and final instance) and The Defense Intelligence Court. Rent and Tenancy Tribunals are not included because they are not courts in Sweden but administrative agencies. These are quasi-judicial bodies which hold similar powers to the courts and they make decision on disputes involving rents, tenant-ownerships and leaseholds.

044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux] ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires - Veuillez préciser :

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
le recouvrement d'une petite créance	48 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

le licenciement	48 [] NA [] NAP
le vol avec violence	48 [] NA [] NAP
faillite	48 [] NA [] NAP

Commentaires

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : Small claims (called simplified civil cases) are handled under Chapter 1 Section 3 d of the Swedish Code of Judicial Procedure if the value of what is claimed in the case clearly does not exceed half of the base amount. The base amount for 2018 is 45 500 SEK, so if the value does not exceed 22 750 SEK (2 227 EUR) it is a small claim. The court fee for small claims is lower, the cases are handled by one single judge and the possibility to be reimbursed for litigation costs is limited.

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[2 227]

Commentaires

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:

Sources : Swedish National Courts Administration.

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1. Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	1 217 [] NA [] NAP	569 [] NA [] NAP	648 [] NA [] NAP

1. Nombre de juges professionnels de première instance	816 [] NA [] NAP	391 [] NA [] NAP	425 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	370 [] NA [] NAP	159 [] NA [] NAP	211 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes	31 [] NA [] NAP	19 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	72 [] NA [] NAP	42 [] NA [] NAP	30 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	60 [] NA [] NAP	34 [] NA [] NAP	26 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	10 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	2 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre de l'année de référence):

	Donnée
Donnée brute	144 [] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	28 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

(X) Non

[] NAP

Commentaires

049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :

	Donnée
Donnée brute	8 350 [] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[X] NA [] NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
affaires pénales (infractions graves)	()	()	(X)
affaires pénales (infractions mineures)	()	()	(X)
affaires familiales	()	()	(X)
affaires de droit du travail	()	(X)	()
affaires de droit social	()	()	(X)
affaires commerciales	()	(X)	()
affaires de faillite	()	(X)	()
autre affaires civiles	()	(X)	()

[] NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

(X) Oui

() Non

Commentaires In Sweden the public is represented in the courts by means of lay judges. However, the defendant has the right to a jury trial in the lower court (tingsrätt) when accused of an offence against the fundamental laws on freedom of expression and freedom of the press. The jurors are drawn by lot from a panel chosen by politically elected councils. Furthermore, one third of the jurors must be present or former lay assessors.

050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?

[] affaires pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	5 208 [] NA [] NAP	1 216 [] NA [] NAP	3 992 [] NA [] NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)	3 577 [] NA [] NAP	659 [] NA [] NAP	2 918 [] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	733 [] NA [] NAP	251 [] NA [] NAP	482 [] NA [] NAP
4. Personnels techniques	144 [] NA [] NAP	97 [] NA [] NAP	47 [] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	754 [] NA [] NAP	209 [] NA [] NAP	545 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser : This category includes Junior Judges and Associate Judges in the judicial training program.

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de

référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	5 208 [] NA [] NAP	1 216 [] NA [] NAP	3 992 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	4 141 [] NA [] NAP	993 [] NA [] NAP	3 148 [] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	930 [] NA [] NAP	197 [] NA [] NAP	733 [] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	137 [] NA [] NAP	26 [] NA [] NAP	111 [] NA [] NAP

Commentaires

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- pour l'aide judiciaire
- en matière familiale
- pour les ordres de paiement
- pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- exécution des affaires civiles
- exécution des affaires pénales
- autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- pour les affaires non contentieuses
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- Oui
- Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives

le nettoyage

autres types de services (veuillez préciser) :

Commentaires

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

Sources : Data system at the Swedish National Courts Administration so called Palasso.

3.3.Ministère public

3.3.1.Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	948 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	379 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	569 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : We cannot make a distinction between first and second instance level. Therefore the answer is NA.

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	38 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	24 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	14 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	3 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
---	------------------------	------------------------	------------------------

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : Prosecutors at first instance, also appear at second instance. This means that the same prosecutors handle cases at both instance levels. Consequently, there are 35 heads of prosecution offices at first and second instance level. There are certain prosecutors who only appear at Supreme Court level. The number of these prosecutors are 3. This makes a total number of 38 (35+3).

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]
[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

- () Oui
() Non
[] NAP

Commentaires

059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires

060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	454 [] NA	82 [] NA	372 [] NA

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60

Sources : HR management system.

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	(X)	()
des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	(X)	()

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : SPA strives for an equal gender representation among its' employees and focuses on attracting the underrepresented gender. Today, women are in the majority both among prosecutors and administrative personnel. The agency's equal treatment plan has provisions regarding recruitment. It states that all recruitments shall be based on merits. However, when two candidates have equal qualifications, the applicant of an underrepresented gender should be chosen. SPA also strives for an equal gender distribution among head of chambers and other managers. The ambition of the agency is that the proportion of female candidates for positions as head of chamber should increase. These provisions have been in power since 2013.

Since 2017 all recruitments of enforcement agents are supported through a selection procedure based on tests. Research has shown that a selection procedure based on tests is a method that clearly supports objectivity and therefore increases the probability that the Enforcement Authority makes objective decisions ensuring equal treatment and diversity. When the recruitment process is developed it is analysed from a gender equality perspective. When employing, the Enforcement Authority makes an effort to make the underrepresented gender to apply and gradually increase the underrepresented gender. The job descriptions should be presented in a manner appealing to both sexes.

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	(X)	()
des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	(X)	()
des notaires	()	(X)

des agents d'exécution	(X)	()
-------------------------------	-------	-----

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : SPA strives for an equal gender representation among its employees and focuses on attracting the underrepresented gender. Today, women are in the majority both among prosecutors and administrative personnel. The agency's equal treatment plan has provisions regarding recruitment. It states that all recruitments shall be based on merits. However, when two candidates have equal qualifications, the applicant of an underrepresented gender should be chosen. SPA also strives for an equal gender distribution among heads of chambers and other managers. The ambition of the agency is that the proportion of female candidates for positions as head of chamber should increase. These provisions have been in power since 2013.

The Enforcement Authority uses selection tests to test aptitude and increase the likelihood of making objective decisions that ensure equal treatment and diversity. The Enforcement Authority aims to provide the employees with an experience that they obtain the same opportunities for education and development of skills. The latest employee investigation showed that the results for men and women were approximately the same, with a slightly better result for women.

3.4.2 Au niveau national

061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :

	Oui	Non
les juges	(X)	()
les procureurs	()	(X)
le personnel non-juge	(X)	()
les avocats	(X)	()
les notaires	(X)	()
les agents d'exécution	(X)	()

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? The Swedish Bar Association monitors on a continuous basis the gender ratio among female and male members of the association. Furthermore The Swedish Bar Association works proactively to increase the influence of the female advocates within the law firms. As a result of the Me Too Movement the Swedish Bar Association is also fully dedicated to its work aiming at counteract and outweigh all kinds of work-related gender differences or disadvantages in regard to the female members of the Swedish Bar Association. The same approach and work is being applied and carried out in regard to the legal associates.

061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? There is a feedback report on gender

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
le recrutement des juges	(X)	()
la promotion des juges	(X)	()
le recrutement des procureurs	(X)	()
la promotion des procureurs	(X)	()
le recrutement du personnel non-juge	(X)	()
la promotion du personnel non-juge	(X)	()

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires The Equality Ombudsman (DO) is responsible for equal opportunities issues on national level. The Equality Ombudsman is a government agency that works on behalf of the Swedish parliament and government to promote equal rights and opportunities and to combat discrimination.

The Swedish Gender Equality Agency, established on 1 January 2018, aims to contribute to effective implementation of Swedish gender equality policy. The main task of the gender equality agency is to coordinate, follow up and provide various forms of support in the area of gender equality. The work is carried out in the following domains:

-Analysis and follow-up of the development towards gender equality.

-Support to government agencies, county councils, regions and municipalities in the implementation of gender equality policy.

-Coordination and implementation of certain assignments in the area of gender equality policy.

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte) The Equality Ombudsman has the duties described in the Discrimination Act (2008:567).

The Ombudsman shall work to ensure that discrimination associated with sex, transgender identity or expression, ethnicity, religion or other belief, disability, sexual orientation or age does not occur in any areas of the life of society.

The Ombudsman shall also work in other respects to promote equal rights and opportunities regardless of sex, transgender identity or expression, ethnicity, religion or other belief, disability, sexual orientation or age.

See also (2017:937) Ordinance with Instructions for the Swedish Gender Equality Agency.

[] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme) The Equality Ombudsman (DO) is a government agency that works on behalf of the Swedish parliament and government to promote equal rights and opportunities and to combat discrimination.

The Swedish Gender Equality Agency is also a government agency. See (2017:937) Ordinance with Instructions for the Swedish Gender Equality Agency.

[] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours) According to Section 2 of the Discrimination Act (2008:567) The Equality Ombudsman shall provide advice and other support so as to help enable anyone who has been subjected to discrimination to claim their rights.

Further, within her or his sphere of activities, the Equality Ombudsman shall

- inform, educate, discuss and have other contacts with government agencies, enterprises, individuals and organisations,
- follow international developments and have contacts with international organisations,
- follow research and development work,
- propose legislative amendments or other anti-discrimination measures to the Government, and
- initiate other appropriate measures.

[] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

Oui	Non

Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : See the comments section below.

les mesures prévues (veuillez préciser) : See the comments section below.

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires Sweden has the first feminist government in the world. This means that gender equality is central to the Government's priorities – in decision-making and resource allocation. A feminist government ensures that a gender equality perspective is brought into policy-making on a broad front, both nationally and internationally. Women and men must have the same power to shape society and their own lives. This is a human right and a matter of democracy and justice. The overarching goal of Sweden's national gender equality work is for women and men to have the same power to shape society and their own lives. This goal is separated into six sub-goals in the following areas: influence, economy, health, education, work and bodily integrity. The gender equality work is ultimately a matter of redistributing power and resources in order to achieve the goals. Gender equality is also part of the solution to society's challenges and a matter of course in a modern welfare state – for justice and economic development. The Government's most important tool for implementing feminist policy is gender mainstreaming, of which gender-responsive budgeting is an important component.

In recent years Gender Mainstreaming has been strengthened within public authorities. One example is the work carried out by six courts that were assigned to act as pilot courts for gender mainstreaming. They have analysed their operations from a gender perspective, for example court buildings, steering documents and reception of court staff and the public. The Swedish Gender Equality Agency was established on 1 January 2018 to contribute to effective implementation of Swedish gender equality policy. The work of the agency requires close cooperation with other government agencies, municipalities, county councils, regions, civil society and business and industry. The main task of the gender equality agency is to coordinate, follow up and provide various forms of support in the area of gender equality.

061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :

les procédures de recrutement (veuillez préciser) :

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :

	Oui, veuillez préciser	Non
les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires	()	(X)
la composition des audiences collégiales est toujours mixte	()	(X)
il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc.	()	(X)

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

Organisation

Politiques et stratégies informatiques	<input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input checked="" type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> autre
TI Gouvernance informatique	<input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input checked="" type="checkbox"/> organisées au niveau des l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> autre

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> No
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?

Oui

() Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux) There is an organizational unit that works with and promotes innovations throughout the organization. Basically the mission is to promote and enable ideas and to explore ideas and new technology.

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

(X) Oui

() Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

[X] les processus opérationnels

[X] la charge de travail

[] les ressources humaines

[X] les coûts

[X] autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact) The utilisation rate of system solutions in the Swedish courts is also measured.

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

(X) Oui

() Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) The EU Regulation 2016/679 (The General Data Protection Regulation or GDPR) is the principal data protection legislation in the EU, hence also in Sweden. This key law governing privacy in Sweden regulates the processing of personal data wholly or partly by automated means and the processing other than by automated means of personal data which form part of a filing system or are intended to form part of a filing system. The GDPR applies to all Swedish establishments which process personal data in their capacity as controller (i.e. the natural or legal person, public authority, agency or other body which, alone or jointly with others, determines the purposes and means of the processing of personal data) or processor (i.e. a natural or legal person, public authority, agency or other body which processes personal data on behalf of the controller), regardless of in which country the processing takes place. Exemption from the GDPR's material scope includes for example processing of personal data by a natural person in the course of a purely personal or household activity.

Two key laws in Sweden which complement the GDPR are the Act containing supplementary provisions to the EU General Data Protection Regulation (sw. Lag (2018:218) med kompletterande bestämmelser till EU:s dataskyddsförordning) (the “Data Protection Act”) and the Ordinance containing supplementary provisions to the EU General Data Protection Regulation (sw. Förordning (2018:219) med kompletterande bestämmelser till EU:s dataskyddsförordning) (the “Data Protection Ordinance”).

The Data Protection Act and the Data Protection Ordinance inter alia regulate Sweden’s implementation of the areas where the GDPR allows flexibility for the individual EU member states to further specify and supplement the GDPR’s provisions, such as age of consent in relation to information society services as well as the lawfulness of processing special categories of personal data and personal data relating to criminal convictions and offences. They also contain provisions regarding enforcement of sanction decisions and the role of the supervisory authority. The regulation along with the supplementary and special laws (like for example the Court Data Act and the Criminal Data Act) form the legal framework that governs processing of personal data by courts and within law enforcement as well as citizens' rights in regard to the protection of their personal data. Generally, the sector specific legislation complement the GDPR but the GDPR has priority.

According to the GDPR it is mandatory for each EU Member State to provide for one or more supervisory authority/authorities to be responsible for monitoring the application of the GDPR. The supervisory authority for the GDPR, the Data Protection Act and the Data Protection Ordinance is the Swedish Data Protection Authority (sw. Datatillsynsmyndigheten).

Within the criminal law enforcement chain there are special legal arrangements in place which enable the autonomous authorities to participate in the large-scale information exchange process. .

3.5.3 Bases de données centralisées d’aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Administrative	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
	pour tous les jugements	pour tous les jugements	pour tous les jugements	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non
	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Oui				
	pour certains jugements	pour certains jugements	pour certains jugements				
	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non				

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

Oui

Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès According to the law, the Swedish National Police Authority is responsible for the criminal records and records of suspected offenders. These records contain information on individuals who have been penalized for crime and who are under reasonable suspicion for crime.

For example, private individuals have the right to personally request an extract pertaining to themselves.

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

Oui

Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
-----------------------	---

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- 1-9% - dans un seul tribunal
- 0% (NAP) - Pas d'accès

NA

Commentaires <https://intranatet.dom.se/>

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- Oui
- Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnexion d'un CMS avec un outil statistique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> les deux <input checked="" type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pénale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() accessible aux parties () publication de la décision en ligne () les deux (X) non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	() Entièrement intégré, y compris BI () Intégré (X) Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Administrative	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() accessible aux parties () publication de la décision en ligne () les deux (X) non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	() Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté (X) Pas du tout connecté [] NA [] NAP

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% (X) 0% (NAP) [] NA	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Registre relatif aux entreprises	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% (X) 0% (NAP) [] NA	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser These registries are not managed by the courts.

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

Taux de déploiement de l'outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d'autres ministères (des finances notamment)

Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Gestion des frais de justice	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l'activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser A pilot-project called ESKIL has recently been launched. As of now there are two courts on district court level participating in this project. The project concerns a new electronic service that enables citizens to make a joint application for divorce online. This service is going to be available to the public on the website (www.domstol.se).

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
--

Taux de disponibilité	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> SMS <input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/>

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> SMS <input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/>
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> SMS <input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/>

Commentaires Simultaneous summon in paper form is not mandatory. No consent of the user to be notified by electronic means is required. No specific legislative framework.

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties

Oui

Non

Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat

Oui

Non

Commentaires

064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique

Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires No specific legal framework.

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique

Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires No specific legal framework.

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire)

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant. A pilot-project called ESKIL has recently been launched. As of now there are only two courts on district court level participating in this project. The project concerns a new electronic service that enables citizens to make a joint application for divorce online. This service is going to be available to the public on the website (www.domstol.se). Currently, no other electronic services or devices are available.

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).

Oui

Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le

tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement

Commentaires Under Swedish law, the principle of the admissibility of evidence applies. Among other things, this means that there are no set principles laid down in law with regard to the weight that different evidence carries. Instead, the court carries out an independent assessment of everything that has emerged and decides what may be considered as evidence in the case.

3.6. Performance et évaluation

3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

Oui / Non

dans les tribunaux	() Oui (X) Non
dans les services du ministère public	() Oui (X) Non

Commentaires

3.6.2.Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

- [] nombre de nouvelles affaires
- [X] durée des procédures (délais)
- [X] nombre d'affaires terminées
- [X] nombre d'affaires pendantes
- [X] stocks d'affaires
- [X] productivité des juges et des personnels des tribunaux
- [] satisfaction du personnel des tribunaux
- [] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- [] coûts des procédures judiciaires
- [] nombre de recours
- [] taux de recours
- [] clearance rate
- [] disposition time
- [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont

été définis pour les services du ministère public:

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Annual evaluation and occasionally when needed.

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

Oui

Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : There is a regularly evaluation of the Prosecution Authority, both by internal audit and external through, e.g. meetings between Prosecutor-General and the Ministry of Justice once a year, and with the Swedish National Audit Office.

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

Oui

Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :

Conseil Supérieur de la Magistrature

Ministère de la Justice

Organe d'inspection

Cour Suprême

Organe d'audit extérieur

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public

(réponses multiples possible) :

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) :There is also an internal audit at the Prosecution Authority.

Commentaires

3.6.3.Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :Se comment below

Commentaires "Other" specified:

Statistics concerning review permits in a superior court (this is often required when you appeal to a superior court)

- Number of incoming cases where there is a demand for a review permit
- Number of cases that receives a review permit
- Time to examine if a review permit will be given

Statistics concerning hearings

- Number and duration of hearings in a case
- Number of cancelled hearings in a case

Statistics concerning parties

- Number and type of parties in a case (defendants, witnesses, parties injured, plaintiffs) - Number of detained persons (in custody) in a criminal case
- Number of cases including minor offenders (< 18 years old)

Statistics concerning various types of decisions

- Number of times a judicial decision is changed in a superior court
- Statistics concerning unit within court used to handle the case

Statistics concerning number of judges used to handle the case

General comment:

The Swedish courts all use the same case management system but with differens set-ups. The system is used for all categories of cases.

Information is shared when a case is appealed to a higher instance court. In criminal cases the system communicates with the National Police Board and the prosecutors office. The system also provides the statistics system with data on a daily basis.

The statistics are found in ready-made reports and everyone who is employed by a court can obtain the information quickly and easily. All courts have access to all available information. The statistics system contains operational statistics, as well as historical data and data which is updated continuously. The statistics database and reports are updated every night.

The statistics are mainly used for analysis and follow-ups for all courts and the National Courts Administration, annual reports to the government, official statistics (annual publication), inquiries from media, authorities and public as well as for allocation of budgetary resources between different courts.

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	(X)	()
dans les services du ministère public	(X)	()

Commentaires We are monitoring cases with detained suspects and cases with young suspects and/or young victims. This is according to

law. At all units, each prosecutor is responsible for his/her cases and monitors them, and at the end, it is the responsibility of the Chief Public Prosecutor to monitor the work of the staff on a regularly basis.

3.6.4. Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :The Swedish National Courts Administration,551-81 Jönköping, SE

Non

Commentaires

080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal:

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :The Swedish Prosecution Authority, Box 5553, SE-11485 Stockholm, Sweden

Non

Commentaires

080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : See 81-4

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires The Swedish Prosecution Authority must, like all Swedish government authorities, submit an annual report to the Government concerning the activities and the economy of the authority during the past year. The report describes how the authority has used its budget, achieved the goals and accomplished the tasks received in the instructions by the Government.

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites...)?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les

tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires There is no system in place for evaluating judges in regard to quantitative performance targets.

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires N/A

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

Oui

Non

Commentaires There is no qualitative individual appraisal of judge's work.

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

- Pouvoir executif (par exemple Ministère de la Justice)
- Procureur général /Procureur de la République
- Conseil supérieur des procureurs
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

- Oui
- Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires There is a regularly individual assessment of prosecutor's work by the Chief Public Prosecutor at each unit.

C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : There is no by law regulated evaluation process.

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1.Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

- []
- [X] NA
- [] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

- Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :

[]

[X] NA

Commentaires

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

[] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[] Pour les procédures civiles (durée)

[] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées):

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires In Sweden, it is possible to review a case, that has entered into final force, using so called extraordinary remedies. Relief for substantial defect may be granted if the application of law forming the basis of the judgment is manifestly inconsistency with a statutory provision. The convention is concerned to be part of the Swedish national law. Subsequently, the judgments and decisions of the ECHR in cases against Sweden are binding for Sweden and they have to be respected and followed in the Swedish national legal system. The verdicts of the ECHR in cases concerning other countries have a status of guidelines for the interpretation and application of the convention.

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.

Sources : The Swedish Code of Judicial Procedure, Chapter 58.

4.2. Durée des procédures

4.2.1. Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

[X] en matière civile

[X] en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In civil and administrative cases it is possible to rule a temporary decision pending a final decision in some matters. In criminal cases this possibility concerns juveniles.

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Small disputes and misdemeanour cases.

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

affaires civiles

affaires pénales

affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	97 859 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	260 016 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	252 458 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	105 417 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 410 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	26 858 [] NA [] NAP	64 117 [] NA [] NAP	62 507 [] NA [] NAP	28 468 [] NA [] NAP	997 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	8 692 [] NA [] NAP	21 490 [] NA [] NAP	21 445 [] NA [] NAP	8 737 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	8 692 [] NA [] NAP	21 490 [] NA [] NAP	21 445 [] NA [] NAP	8 737 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	59 299 [] NA [] NAP	167 245 [] NA [] NAP	161 929 [] NA [] NAP	64 615 [] NA [] NAP	126 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	3 010 [] NA [] NAP	7 164 [] NA [] NAP	6 577 [] NA [] NAP	3 597 [] NA [] NAP	285 [] NA [] NAP

Commentaires Migration cases are included in administrative law cases. 2018 had an increase in incoming cases at the administrative courts due to a general increase of nearly all case categories. Civil and commercial litigious cases also increased in 2018 compared to 2017.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Joint petitions for divorce and custody of children.

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Property cases, environmental cases and cases in relation to the Planning and Building Act.

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	34 340 [] NA [] NAP	97 471 [] NA [] NAP	93 190 [] NA [] NAP	38 621 [] NA [] NAP	1 112 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	34 340 [] NA [] NAP	97 471 [] NA [] NAP	93 190 [] NA [] NAP	38 621 [] NA [] NAP	1 112 [] NA [] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. The number of criminal cases have increased since 2016 due to a higher number of incoming cases from the prosecution offices.

4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance

Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	10 716 [] NA [] NAP	63 668 [] NA [] NAP	60 626 [] NA [] NAP	13 758 [] NA [] NAP	110 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	804 [] NA [] NAP	2 801 [] NA [] NAP	2 856 [] NA [] NAP	749 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
3. Affaires administratives	7 765 [] NA [] NAP	45 614 [] NA [] NAP	42 271 [] NA [] NAP	11 108 [] NA [] NAP	96 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	2 147 [] NA [] NAP	15 253 [] NA [] NAP	15 499 [] NA [] NAP	1 901 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The category "Other cases" include environmental and property cases as well as cases in relation to the Planning and Building act and so called other cases. The administrative law cases are handled by the administrative courts of appeal. Migration cases are included in administrative law cases. 2018 had an increase in incoming cases at the administrative courts of appeal due to an increase of social Insurance cases. Thus a higher number of pending cases at the end of 2018 than 2017.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	2 602 [] NA [] NAP	9 234 [] NA [] NAP	8 826 [] NA [] NAP	3 010 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	2 602 [] NA [] NAP	9 234 [] NA [] NAP	8 826 [] NA [] NAP	3 010 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	3 014 [] NA [] NAP	11 376 [] NA [] NAP	12 172 [] NA [] NAP	2 218 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	84 [] NA [] NAP	320 [] NA [] NAP	306 [] NA [] NAP	98 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
3. Affaires administratives	2 402 [] NA [] NAP	6 960 [] NA [] NAP	7 643 [] NA [] NAP	1 719 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	528 [] NA [] NAP	4 096 [] NA [] NAP	4 223 [] NA [] NAP	401 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Administrative law cases are handled by the Supreme Administrative Court, while all the other cases in the table 99 are dealt with by the Supreme Court.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui

() Non

Commentaires

099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? [0]

d'affaires classées par cette procédure ? [273]

Commentaires No data on cases received.

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	154 [] NA [] NAP	1 790 [] NA [] NAP	1 799 [] NA [] NAP	145 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	154 [] NA [] NAP	1 790 [] NA [] NAP	1 799 [] NA [] NAP	145 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques



101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.
Divorce contentieux	5 536 [] NA [] NAP	9 457 [] NA [] NAP	9 329 [] NA [] NAP	5 664 [] NA [] NAP
Licenciement	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Faillite	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Vol avec violence	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Homicide volontaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	13 566 [] NA [] NAP	17 006 [] NA [] NAP	17 442 [] NA [] NAP	13 130 [] NA [] NAP

Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	3 870 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	19 312 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	18 604 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 578 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
---	--	---	---	--

Commentaires Migration cases are still very numerous due to a high number of incoming asylum seekers in 2015, since 2015 this number has decreased but is still on a quite high level in Sweden.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. In Sweden, the Swedish Migration Agency is the authority that considers applications from people who want to take up permanent residence in Sweden, visit, seek protection from persecution or get Swedish citizenship.

If a person's application is rejected by the Swedish Migration Agency, the decision can be appealed against. The single largest category of decisions of the Swedish Migration Agency that are appealed against are those relating to applications for asylum. A description is provided below of what happens when the Swedish Migration Agency has rejected an application for asylum and the person who has applied then appeals to court. In broad terms, this system applies to most decisions of the Swedish Migration Agency that are appealed against.

An asylum application is submitted to the Swedish Migration Agency, which will either grant it or reject it. If the Swedish Migration Agency grants the application, a residence permit will be issued. In the event of rejection, the Swedish Migration Agency will also make a decision on refusal of entry or, if the person who made the application is in Sweden, on deportation. A decision of the Swedish Migration Agency to reject an asylum application and simultaneous decision on refusal of entry or deportation can be appealed against. Appeals are submitted to the Swedish Migration Agency, which will first reconsider its decision. If the Swedish Migration Agency does not amend the decision, the appeal will be forwarded to a Migration Court. In the Migration Court, the Swedish Migration Agency will be the opponent of the person who applied for asylum. The asylum seeker will often be represented by public counsel. The determination of the Migration Court can be appealed against to the Migration Court of Appeal. Appeals should be submitted to the Migration Court, which will forward the documents to the Migration Court of Appeal. In order for the Migration Court of Appeal to entertain an appeal, leave to appeal must first be granted. If the Migration Court of Appeal does not grant leave to appeal, the decision of the Migration Court will remain in force and it will not be possible to appeal further. However, if leave to appeal is granted, this means that the case will be considered and determined by the Migration Court of Appeal. The decision will form a precedent and thereby provide guidance for decisions of the Swedish Migration Board and the Migration Courts in similar matters.

The Migration Court of Appeal is the supreme instance and its decisions cannot be appealed against.

102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	153 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	108 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	114 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Divorce contentieux	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	219 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Licenciement	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP					
Faillite	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	354 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Vol avec violence	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP					
Homicide volontaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP					

Commentaires

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. See the general comments

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. Average length of proceedings is calculated from the date when the application of summons is received by the court until the date of the judgement.

4.2.6. Gestion des flux d'affaires – ministère public

105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- diriger ou superviser l'enquête policière
- mener des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution

classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

autres attributions significatives (veuillez préciser) :Decisions on coercive measures.

Commentaires

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

affaire civiles

affaires administratives

affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : NAP

107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires penales en première instance

	Reçues par le procureur au cours de l'année de référence	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur	486 045 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	175 713 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	57 120 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	186 811 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires 486045 includes 48819 from the Swedish Economic Crime Authority (EBM).

175713 includes 38698 from the Swedish Economic Crime Authority (EBM).

57120 includes 1507 from the Swedish Economic Crime Authority (EBM).

186811 includes 7269 from the Swedish Economic Crime Authority (EBM).

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?

	Nombre de procédures du plaider coupable
Total	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Pendant la procédure judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.

Nombre d'affaires

Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)	175 713 [] NA [] NAP
1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	[X] NA [] NAP
2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	35 093 [] NA [] NAP
3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	36 349 [] NA [] NAP
4. Autre	104 271 [] NA [] NAP

Commentaires 175713 includes 38698 from the Swedish Economic Crime Authority (EBM).

35093 includes 13204 from the Swedish Economic Crime Authority (EBM).

36349 includes 14881 from the Swedish Economic Crime Authority (EBM).

104271 includes 10613 from the Swedish Economic Crime Authority (EBM).

109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

Oui

Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.

Sources : Department of statistics, the Prosecution Authority.

The Swedish courts all use the same case management system but with differens set-ups. The system is used for all categories of cases. Information is shared when a case is appealed to a higher instance court. The system also provides the statistics system with data on a daily basis.

The statistics are found in ready-made reports and everyone who is employed by a court can obtain the information quickly and easily. All courts have access to all available information. The statistics system contains operational statistics, as well as historical data and data which is updated continuously. The statistics database and reports are updated every night.

The statistics are mainly used for analysis and follow-ups for all courts and the National Courts Administration, annual reports to the government, official statistics (annual publication), inquiries from media, authorities and public as well as for allocation of budgetary resources between different courts.

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1.Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

] principalement par concours (concours ouvert)

] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

] autre (veuillez préciser) :see general comments

Commentaires

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

] une instance composée seulement de juges

] une instance composée seulement de non juges

] une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

) Oui

) Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)

] Concours / Examen

] Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

] Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen):

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)

] Les années d'expérience

] Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

] La performance (quantitative)

] Les résultats d'évaluations

] Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

] Autre(s)

] Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.2.Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Le ministère public est-il :

statutairement indépendant

sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale

autre (veuillez préciser) :

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...).

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

une instance composée seulement de procureurs

une instance composée seulement de non procureurs

une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Les résultats d'évaluations

Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :67

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :67

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :3

Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : The Human Resources department at the Prosecution Authority.

5.2. Formation

5.2.1. Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Formation continue générale	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : Training is optional but training sessions are being organised on a regular basis.

5.2.2. Formation des procureurs



129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	[] Régulièrement (par exemple tous les ans) [X] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	[] Régulièrement (par exemple tous les ans) [X] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée

Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)
	<input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)
	<input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Une institution pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une institution commune pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Commentaires There is no public training institution for prosecutors.

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'institution pour l'année de référence, en €
Une institution pour les juges	6 700 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Une institution commune pour les juges et procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. The Courts of Sweden Judicial Training Academy organises a compulsory training programme for judges in training. It is part of the four-year system for training of future judges during which the judges in training work as judges in the courts. There is no compulsory initial or continuous training for permanent judges. Training for newly appointed permanent judges is planned individually depending on the background and previous experience of each judge. The permanent judges can choose which courses to participate in for their continuous training, the continuous training is normally planned in dialogue between the judge and the court president. The Judicial Training Academy offers a wide range of training sessions to choose from for both initial and continuous training.

Comments regarding prosecutors: In order to become a prosecutor, you need to apply for a position. The competent candidates then undergo tests as part of the recruitment process. All newly employed prosecutors within the Swedish prosecution service have to undergo basic training for a total of 15 weeks, divided into four parts, during their first three years in the service. This basic training is compulsory. All public prosecutors must go through the basic training to become a public prosecutor. After the first three years in the service, the public prosecutors are offered continuous training. The continuous training is compulsory for specialized senior public

prosecutors. The training is offered by the Prosecution Authority and is not a public body. The total budget for the training of prosecutors was about 3 900 000 euro in 2018.

131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur

	Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning)	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	1 122 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	26 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Seulement pour les juges	334 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Seulement pour les procureurs	540 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Seulement pour le personnel non-juge	171 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Seulement pour le personnel non-procureur	77 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autres formations communes	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires : 1) 334 days regarding courses for judges in training, 219 days regarding courses for permanent judges (48 of these only for judges, 171 primarily for judges but also open for legal court staff).

3) 171 days (as indicated above many courses are open for legal court staff who are not judges).

1) and 3) 8 (the same online training courses are offered to both judges and other legal court staff)

E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Anders Olofsson, Head of unit and deputy director of the Judicial Training Academy
Prosecution Authority: Internal compilation containing all the courses held by the authority (number of teaching hours per year).

5.3.Exercice de la profession

5.3.1.Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	72 848 [] NA [] NAP	46 623 [] NA [] NAP	760 536 [] NA [] NAP	486 743 [] NA [] NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	126 152 [] NA [] NAP	65 599 [] NA [] NAP	1 317 036 [] NA [] NAP	684 859 [] NA [] NAP
Procureur au début de sa carrière	56 000 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	560 000 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	88 000 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	880 000 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires The Swedish Prosecution Authority cannot provide net annual salary, since it is not possible to calculate it accurately.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Logement de fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre avantage financier	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

[X] NAP

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

Rémunéré	Non rémunéré

Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Médiateur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

() Oui

() Non

Commentaires There are no regulations in place empowering the Swedish Association of Judges – or any other judicial body or institution – to decide on ethical standards. However, the association can adopt such standards under the same conditions as any other private organisation. Such standards are now in place as a result of a cooperation of judges lead by the Swedish Association of Judges. The standards are not given a form of rules to follow. Instead the document comprises a list of questions ment to be a source of support for the judge when facing ethical problems or dilemmas.

138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

() juges uniquement

() juges et représentants d'autres professions juridiques

() autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

() Oui

() Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

[X] NAP

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

() procureurs uniquement

() procureurs et représentants d'autres professions juridiques

() autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

NAP

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1.Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :The Chancellor of Justice

Ceci n'est pas possible

Commentaires

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :

Citoyens

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur Général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :Chancellor of Justice, the Prosecution Authority and the Swedish Economic Crime Authority.

Ceci n'est pas possible

Commentaires

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)

Tribunal

Cour suprême

- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : The case mentioned under the category "Other" concerned a judge who did not report side-line work (so called unauthorised side-line work).

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
1. Réprimande	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
4. Amende	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
5. Diminution de salaire temporaire	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
6. Rétrogradation de poste	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
8. Démission	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
9. Autre	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
10. Révocation	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. All 5 cases were dismissed , i.e. no action was taken against the judge.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :

Sources : The Annual Report 2018 from the National Disciplinary Offence Board. For the Prosecution Authority: The Department of Internal Supervision.

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	6 000 <input type="checkbox"/> NA	4 065 <input type="checkbox"/> NA	1 935 <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

NA

NAP

Commentaires

149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Affaires civiles	[]	[]	[]
Affaires de licenciement	[]	[]	[]
Affaires pénales - Défendeur	[]	[]	[]
Affaires pénales - Victime	[]	[]	[]
Affaires administratives	[]	[]	[]

NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats :

149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Membre de la famille	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Syndicat	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) :

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

Activité notariale

Arbitrage/médiation

Mandataire

Syndic de copropriété

Agent immobilier

Autres (veuillez préciser) : A lawyer cannot act as a real estate agent (impartial). However a lawyer can sell a real estate as a part of a mandate (e.g. in mergers/acquisitions or as an estate administrator).

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

Avocat indépendant

Avocat salarié

Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :

Sources : Source for answering the question 146: The Registry of the Swedish Bar Association.

6.1.2.Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3.Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

() Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés? An applicant for the Bar Association must - among other requirements - prove his or her reputation for integrity and suitability for the legal profession. A lawyer is prescribed by law to comply with the Code of Professional Conduct which is developed by the Bar Association's Disciplinary Committee.

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

- le Barreau
- le législateur
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

- la prestation de l'avocat
- le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser : All members of the Swedish Bar Association must follow the professional and ethical standards of the legal profession. If a person is dissatisfied with a member of the Bar Association, he or she can make a complaint to the Bar Association's Disciplinary Committee. The Consumer Dispute Committee adjudicates disputes on the amount of fees between a consumer and a member of the Swedish Bar Association or a law firm.

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

- Le juge
- Le ministère de la Justice
- Une instance professionnelle
- Autre (veuillez préciser) :The Bar Association

Commentaires

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	515 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	515 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : The Disciplinary Committee only tries cases regarding the breach of professional ethics. 478 proceedings were initiated by client/opposing party/other and 37 initiated by the Board of the Bar Association on its own. The Disciplinary Committee decided in a total of 613 cases.

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	193 [] NA [] NAP
1. Réprimande	82 [] NA [] NAP
2. Suspension	[] NA [X] NAP
3. Retrait d'une affaire	[] NA [X] NAP
4. Amende	[] NA [X] NAP
5. Autre	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : The total number of sanctions pronounced against lawyers in 2018 was 193. The number indicates sanctions pronounced in 2018 exclusively in cases regarding breach of professional ethics. Finalized cases where no sanction was given indicates that the Disciplinary Committee decided that no breach of professional ethics had been committed. The sanctions that the Disciplinary Committee of the Swedish Bar Association has available when a lawyer has failed to comply with the rules of professional conduct are the following sorted by level of gravity: reprimand, warning, warning combined with a fine and disbarment. The Disciplinary Committee may also issue a statement. A statement is not formally considered a sanction. Fine is not used as a separate sanction.

In 2018 the number of actions taken were proportionated as follows:

Reprimands: 82

Warnings: 34

Warnings+Fines: 22

Disbarments: 1

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

() Oui

(X) Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées aux consommateurs	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : If the party is entitled to legal aid, the remuneration of the mediator is covered by the legal aid.

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires In order to facilitate the choice of special mediator the Swedish National Courts Administration, commissioned by the Swedish government, has put together and published a list of special mediators available for the mediation procedure outside the court room.

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Affaires familiales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Affaires pénales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source :

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :

Source : NAP

8.Exécution des décisions de justice

8.1.Exécution des décisions en matière civile

8.1.1.Fonctionnement

169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

170. Nombre d'agents d'exécution

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'agents d'exécution	795 [] NA	289 [] NA	506 [] NA

Commentaires The decrease in numbers are due to a number of factors such as: - the staff has been reduced both because of digitalization. There has also been hired more staff that are not trained enforcement agents.

The number of debtors has also been reduced from 480 000 to below 400 000. This is among other factors depending on good times, low unemployment more debtors getting debt reconstruction etc.

171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :

des juges

des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques

des huissiers de justice attachés à une institution publique

autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) :

171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisie des immeubles	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisies des rémunérations	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Mesures d'expulsion	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Autres	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- [X] Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- [X] Recouvrement de créances
- [] Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- [X] Séquestres
- [X] Constats
- [] Service des audiences près les juridictions
- [] Conseils juridiques
- [] Procédures de faillites

- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires Recording and reporting of evidence;

When the Swedish Tax authority needs information when investigating taxes, they may get a court decision which can be enforced by the Enforcement Authority.

172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

Commentaires

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :

- une instance nationale
- une instance régionale
- une instance locale
- NAP

Commentaires

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?

- Oui
- Non

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :

Source : IT-system for information on staff and organisation

8.1.2.Efficacité des services d'exécution

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

[] une instance professionnelle

[] le juge

[] le ministère de la Justice

[] le procureur

[X] autre (veuillez préciser) :

Commentaires The Parliamentary Ombudsmen form one pillar of parliamentary control in Sweden. The task of the Ombudsmen is to review the implementation of laws and other regulations in the public sector on behalf of the Swedish parliament and independent of the executive power. This review includes courts of law and other public authorities as well as their employees, e.g. the Swedish Enforcement Authority and its enforcement agents. A person who has a complaint concerning the conduct of an enforcement agent or relating to how laws and regulations are applied can adress the ombudsmen who will review the case/situation.

179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ? There is no quality standard which is determined by any third party, for example external certification or similar. All enforcement agents are trained and approved according to a given educational model. Beyond that, the Enforcement Authority on a regular basis monitor and control the quality of the enforcement process according to a specific model to ensure that the quality of the enforcement process meet the aims and targets of the control.

What was referred to when answering yes were requirements to be hired, For enforcement agents: They are required to have one year training in law, economics or social sciences or similar, they need to have driving licence. For senior enforcement officers: they are required to have a law degree and a two year training at a Swedish court.

Furthermore when they begin to work there is an authorization education before they are entitled to work as enforcement agent or senior enforcement officer.

180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?

[] un organisme professionnel

le juge

le ministère de la Justice

autre (veuillez préciser) :

Commentaires Inhouse quality control according to a model established by the Swedish Enforcement Authority.

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

autre (veuillez préciser) :Over the last few years the IT-system for accounting has been dysfunctional leading to negative consequences for both debtors and creditors due to delayed or incorrect payment of funds etc. This has been a major source for complaints.

Commentaires

184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

Existence du système

pour les affaires civiles	(X) Oui () Non
pour les affaires administratives	(X) Oui () Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- (X) entre 1 et 5 jours
 () entre 6 et 10 jours
 () entre 11 et 30 jours
 () plus (veuillez préciser) :
 [] NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	1 [] NA [] NAP
1. Pour faute déontologique	0 [] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	0 [] NA [] NAP
3. Pour délit pénal	0 [] NA [] NAP
4. Autre	1 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Breach against employment contract.

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	2 [] NA [] NAP

1. Réprimande	1 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP
4. Amende	0 [] NA [] NAP
5. Autre	1 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons :

H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : In-house staff disciplinary board.

8.2. Exécution des décisions pénales

8.2.1. Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

- Juge
- Procureur
- Services pénitentiaire et de probation
- Autre autorité (veuillez préciser) : The Swedish Police

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
- Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
- 50-79%
- Moins de 50%

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1. Nombre et statuts des notaires

192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Professionnels nommés par l'Etat	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Fonctionnaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires :

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

- diplôme
- expérience professionnelle/formation professionnelle
- examen
- procédure de nomination par l'Etat
- autre (veuillez préciser):

Commentaires See comment above.

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :67
- non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification

certification des signatures

contrôle de légalité des documents soumis par les parties

médiation

prestation de serments

autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :control lotteries, cancel obligations and shares

Commentaires

194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l'exercice de leurs fonctions :

dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)

authentification

certification des signatures

contrôle de légalité des documents soumis par les parties

médiation

prestation de serments

autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :control lotteries, cancel obligations and shares

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

Transaction immobilière

Droit de la famille

Droit des successions

Droit des sociétés

Contrôle de la régularité des jeux de hasard

Autres

Commentaires

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?

Dans l'élaboration d'instruments authentiques

Dans l'enregistrement d'instruments authentiques (archives)

Pour d'autres activités (veuillez préciser) :

Commentaires No information

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs

options possibles)?

- une instance professionnelle
- le tribunal
- le ministère de la Justice
- le procureur
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

- Oui
- Non

Commentaires

11. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:

Sources : 1982:327 Notary Public Ordinance

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1. Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

- Oui
- Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

- Oui
- Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

- [257]
- NA
- NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources : <https://www.kammarkollegiet.se/vara-tjanster/tolk/hitta-tolk-i-vart-register>

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1. Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,

experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,

«Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).

Autre (veuillez préciser) : medical experts i administrative courts

Commentaires

202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) :

202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaires

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps 2-3 yeras

Non

Commentaires

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

la procédure judiciaire

le métier de l'expert

autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

Oui

Non

Commentaires

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

Total	Hommes	Femmes

Nombre d'experts	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?

- The remuneration is set by the Government.

206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge :

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection
The Judges Proposals Board

Commentaires

207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources : NA

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1. Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:

1. Programmes de réforme généraux Order and safety in courts. On 14 March 2019 the Government presented a bill with proposals aimed at ensuring that the courts are a safe and secure environment for everyone attending a trial. The proposals will allow the courts to conduct hearings under orderly and safe forms and enable them to make sure that witnesses and plaintiffs can give testimony without feeling disturbed, threatened or under pressure. The proposals include increasing the scope for the judge to decide that the accused shall not be present in the court room during a witness's testimony and increased possibilities for parties and witnesses to give evidence via video-link. The ban on photographing in the courtroom is extended so that it also applies to photography into the courtroom. Electronic equipment that a person in the audience brings into the court room shall as a general rule be turned off and tucked away. Security control shall become more effective by having more people covered by it. The new legislation has been adopted by the Riksdag (the Swedish parliament) and will enter into force on 1 July 2019. Criminalisation of "blue light sabotage" The Government has in April 2019 presented a proposal to the Council on Legislation concerning that a new criminal provision be introduced into the Swedish Criminal Code, "blue light sabotage", in order to strengthen the criminal law protection for the central emergency services. According to the proposal, what is punished is to attack or otherwise interfere with the police, emergency service or ambulance care, if the act is intended to severely obstruct or prevent emergency activities or law enforcement activities. The punishment for "blue light sabotage" is proposed to be imprisonment for a maximum of four years and for "gross blue light sabotage" imprisonment for a fixed term, at least two and at most eighteen years, or for life.

In order to strengthen the criminal law protection for the exercise of public authority, the Government also proposes that the penalty for serious violence or threats to an official be increased to imprisonment for at least one and at most six years. The intention is to decide on a bill to the Riksdag in June 2019. Reduction of pre-trial detention and restrictions

On 23 July 2015 the Government appointed an Inquiry to submit proposals aimed at reducing the use of pre-trial detention and restrictions. The Inquiry report was delivered in August 2016 and is now being prepared within the Government Offices, with the intention to refer a proposal to the Council on Legislation. Major criminal cases

On 7 April 2016 the Government appointed an Inquiry instructed to analyse how processing of major criminal cases with extensive evidence could be modernised and made more effective while upholding legal security requirements. The work of the Inquiry also included analysing whether it is appropriate to introduce increased opportunities to use documented interrogation as evidence in courts and in that case submit the proposals deemed necessary. An interim report was presented in February 2017 and in December 2017.

The Inquiry will present its final report in July 2019.

Seizure and search of premises

In March 2016 the Government appointed an Inquiry to investigate certain issues related to seizure and search of premises. The rules on seizure and search of premises entered into force in the 1940s. The legislation focuses on physical objects and written documents. The task included analysing how the legislation can be adapted to modern technology. The Inquiry report was delivered in December 2017 and is now being prepared within the Government Offices.

2. Budget A properly functioning justice system is an important precondition for people to feel safe. By providing substantial additional resources, the Government has increased the capacity of the justice system considerably, but more needs to be done for effective crime-fighting.

Sweden has had about 20 000 police officers since 2010. In addition to that there are now approximately 10 300 civilians working at the Police agency. To strengthen the preconditions in fighting crime and increasing security the Government decided during 2017 to increase the number of people working as police officers and civilians with 10 000. This will be done and financed during a period of years until 2024.

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) In order to strengthen the independence and impartiality of the courts and judges, amendments to the Code of Judicial Procedure entered into force on 1 July 2018. Principles concerning the chairmanship of the court and the allocation of cases between individual judges previously regulated in court practices and in Government ordinances are now regulated by law.

In 2018 the Riksdag instructed the Government to appoint an inquiry with the mandate to analyze if the independence of the national courts, in the long term, needs to be strengthened. The work to appoint an inquiry is in progress.

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire In certain criminal cases the court can, after a preliminary investigation has been initiated, appoint a counsel for an injured party to help a victim of a crime. A counsel for an injured party protects the interest of the victim and can for example bring an action for damages on the victim's behalf in the criminal case if the prosecutor does not do so. On July 1, 2018, the following legislative amendments regarding counsel for an injured party came into force:

-the counsel for an injured party has to be a lawyer (i.e. have a law degree) and only someone who, due to his knowledge and experience and otherwise, is particularly suitable for the assignment may be appointed as a counsel for an injured party. -the counsel for an injured party may not substitute another person to act in his or her place without the consent of the court. -a request for a counsel for an injured party has to be made immediately when a preliminary investigation regarding a sexual offence is initiated. The aim is to provide support to victims of sexual offences at an earlier stage of the process.

4. Conseil supérieur de la magistrature No reforms.

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc. No reforms.

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération New sexual offence legislation. On 1 July 2018 a new sexual offence legislation based on consent came into force. The dividing line between punishable acts and acts exempt from punishment is determined by whether participation in a sexual act was voluntary or not. Accordingly, a rape conviction will no longer require the use of violence or threats by the perpetrator, or that a victim's particularly vulnerable situation was exploited. The new legislation also involves introducing two new offences: 'negligent rape' and 'negligent sexual abuse', with a maximum prison sentence of four years. This means that abuse convictions are extended to involve more situations than before, for example when a person should be aware of the risk that the other person is not participating voluntarily but still engages in a sexual act with that person. The Swedish Crime Victim Compensation and Support Authority has conducted a nation-wide awareness raising campaign in 2018 to further the knowledge concerning the new legislation. The name of the campaign was "free will only" and it was targeted at young persons, ages 18-25. In the age group 7 out of 10 were reached by the campaign (8 out of 10 men) and it was widely appreciated. www.frivilligtsex.se/summary-in-english. During 2019 and 2020 the Authority will continuously work on providing information on the new legislation to other target groups such as persons aged 13-17, parents and persons that have recently migrated to Sweden. Among other material, the authority will produce learning material for the schools and pedagogical material to support teachers. The Authority has also, together with The National Courts Administration, provided training and education for the judicial system during 2018, through cross-sector conferences where police, prosecutors, lawyers and judges were invited to participate and discuss the legislation. Quicker criminal investigations and prosecutions

In January 2018, a pilot project was initiated to investigate and prosecute crime more quickly. The project is being carried out in the northern Stockholm area jointly by the Police Authority, the Prosecution Authority, the Prison and Probation Service, the National Board of Forensic Medicine, the National Courts Administration and three district courts. The project is based on increased cooperation between the authorities and a changed investigative method at the Police Authority, focusing on early investigative measures. To the extent possible, the criminal investigation should be completed at the scene of the crime. The project also includes a new method for the court's service of documents to persons suspected in criminal cases. The project covers crimes that do not require extensive investigation, such as drunk driving, driving without a license, shop-lifting and drug offences. The aim of the project is to shorten the time it takes to process a suspected crime through the judicial authorities, from on average 22 weeks to 2-6 weeks. The National Council for Crime Prevention will evaluate the project.

7. Exécution des décisions de justice No reforms.

8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges On 21 November 2018 the revision of the Swedish Arbitration Act was adopted by the Riksdag. The objective of the revision is to make sure that arbitration in Sweden continues to be a modern, efficient and attractive form of dispute resolution for Swedish and foreign parties. The revised provisions entered into force on 1 March 2019.

9. Lutte contre la criminalité On 28 March 2019 the Government adopted a bill to the Riksdag with proposed, new legislation regarding data retention for crime fighting purposes. It is proposed that the new legislation will enter into force on 1 October 2019. The draft bill builds on the proposals put forward by a Public Inquiry in October 2017. The Riksdag has planned to vote on the bill on 18 June 2019. Crime prevention work continues to be a priority matter for the Government. In 2017 the National Council for Crime Prevention received a renewed and expanded mandate to support and coordinate national, regional, and local crime prevention work. The Government instituted regional crime prevention coordinators at the county administrative boards. The Government also introduced a long-term national crime prevention program – Combating crime together (Govt Comm. 2016/17:126). The Government continuously follows up on the strategic goals in the program.

9.1 Système pénitentiaire No reforms.

9.2 La justice adaptée aux enfants Procedural safeguards for child suspects. Sweden has implemented directive (EU) 2016/800 of the European Parliament and of the Council of 11 May 2016 on procedural safeguards for children who are suspects or accused persons in criminal proceedings. The implementation has brought about amendments of the law strengthening the procedural rights for children who are suspects or accused persons in criminal proceedings. The amendments aim, in particular, to ascertain that these children are able to understand and follow the proceedings and exercise their right to a fair trial.

The UN Convention of the Rights of the Child

Sweden approved The United Nations Convention on the Rights of the Child in 1990. Ever since the convention entered into force, Swedish law have been adapted to the Convention through introducing or amending provisions in Swedish legislation. In June 2018, the Riksdag adopted a Government bill on making the convention Swedish law. By being incorporated into Swedish law, the Convention as a whole will become more visible. Making the Convention law will help a point of view based on the legal rights of the child to gain more acceptance in practice. The amendments will enter into force on 1 January 2020. Children who have witnessed crimes

The Government has in 2018 appointed an Inquiry that, among other things, has the mandate to look into the question whether the act of having a child witness a crime committed against a close relative should be specifically criminalised. The right of the child to be heard in the proceedings will in that case be strengthened, thus the violent parent will not be able to deny the child the right to be a witness in the proceedings and the child will have a right to be heard about what he or she has witnessed. The Inquiry will present its report on 14 June 2019.

9.3 La violence entre partenaires Stopping men's violence against women is a priority issue for Sweden's feminist government. In November 2016, the Government presented a national strategy to prevent and combat men's violence against women. The strategy contains measures that strengthen protection for and support to women subjected to violence, measures to combat violence in same-sex relationships as well as measures that counteract destructive masculinity and notions of honour. The strategy also emphasises the participation and responsibility of men in stopping the violence. The strategy spans a ten-year period and came into force on 1 January 2017.

In August 2017, the Government decided to amend the qualification descriptors in the Systems of Qualifications for certain professional qualifications in higher education to include a learning outcome that the student shall demonstrate knowledge of men's violence against women and domestic violence. The study programs concerned are identified as leading to professions in which

encounters occur with people who have been subjected to violence or have subjected others to violence. The qualification descriptors concerned include the Degree of Master of Law. These amendments came into force on 1 July 2018.

During 2018, Gender Mainstreaming has been strengthened within public authorities, including with respect to rule of law and access to justice. In line with achieving the national Gender Equality Policy's sub goal that men's violence against women must end, important steps have been taken to ensure that relevant staff have the skills and knowledge to identify, understand, and appropriately address cases involving violence in intimate partner relationships.

10. Nouvelles technologies de l'information et de la communication To meet the challenges facing the judicial system – and, ultimately, to increase security and reduce crime – criminal cases need to be managed more efficiently. To achieve this, the Government has instructed the authorities in the judicial system to jointly develop methods for managing criminal cases, focusing on efficiency, quality and legal certainty. This involves the authorities concerned using IT to develop an improved exchange of information in the criminal justice process, leading to greater efficiency and higher quality, and also creating a better database for knowledge, analysis and follow-up in the judicial chain. The digitisation of information exchange in the judicial chain is a continuous process and the Government is currently giving the authorities involved yearly assignments. On 2 May 2019, the Government instructed the Swedish Prosecution Authority to carry out a Swedish connection to the e-Evidence system. The connection will be completed on 1 January 2021.

11. Autres No reforms.